

Transformation écologique et sociale au Maroc et à l'échelle de l'Afrique

Analyse régionale
Maroc



DOCUMENT D'ANALYSE PAYS SUR :

LA TRANSFORMATION SOCIALE ET ECOLOGIQUE AU MAROC

ORGANISATION MANDATRICE : HEINRICH-BÖLL-STIFTUNG AFRIQUE DU NORD¹

AUTEUR : Dr. El Mostafa Jamea²

¹ HBS Afrique du Nord; 17 rue Tiddas, 10010 Rabat/Maroc T+212 537202093 F+212537202092 W ma.boell.org

² El Mostafa Jamea est chercheur à MENA Renewables and Sustainability (www.mena-renewables.com)



Sommaire

1. Résumé	6
2. Introduction	6
3. Contexte	7
4. Transformation sociale et écologique au Maroc	7
5. Principaux défis écologiques au Maroc dûs aux changements climatiques	8
6. Répercussions sociales des changements écologiques	9
7. Cadres politiques et de réglementation pour favoriser une transformation sociale et écologique juste	10
8. Débat de société sur les changements climatiques	13
9. Acteurs actifs dans le débat de société sur le climat	14
10. Aspects droits de l'homme et débat social relatifs au climat	14
11. Transformation sociale et écologique et changements structurels	15
12. Influence du débat public sur les décisions politiques	15
13. Développements alternatifs et solutions socio-écologiques favorisant une économie durable et juste	16
14. Débat public sur les modèles de développement durable, juste, social et écologique	17
15. Recommandations	18
16. Références	19



1. Résumé

Depuis 40 ans, la gravité des impacts des changements climatiques au Maroc a amené des changements sociaux et écologiques considérables. Ces derniers pourraient être étiquetés comme faisant partie d'un processus de transformation visant à développer la résilience nécessaire pour affronter les répercussions des changements climatiques. Le Maroc fait face à des changements climatiques de plus en plus graves tels que la rareté de l'eau et la dégradation des ressources naturelles. Parmi les conséquences sociales, on peut citer l'intensification de l'exode rural vers les villes et la pression sur le développement urbain qui en résulte, la disparition de petites fermes et l'augmentation de dépenses d'irrigation, ainsi que l'utilisation d'engrais et de pesticides. D'autre part, le Maroc a établi un nouveau règlement et actualisé les instruments réglementaires existants afin de répondre aux défis générés par la transformation sociale et écologique. Le débat de société sur les changements climatiques gagne de l'ampleur. Toutefois, la sensibilisation au sujet reste insuffisante et seules les communautés lourdement touchées par les conséquences du changement climatique envisagent et mettent en œuvre des mesures pour faire face et développer leur propre résilience.

Le Maroc n'a d'autre choix que d'investir et s'engager encore davantage au façonnement de la transformation sociale et écologique afin d'en assurer la durabilité et la résilience. Un tel engagement doit tenir compte des besoins du pays d'instaurer une société de connaissance, le respect des lois et l'augmentation de la consommation des ressources.

2. Introduction

Le Maroc est l'un des pays du monde les plus affectés par les changements climatiques. Les coûts de la dégradation de l'environnement représentent annuellement 3,52 % du PIB marocain³. Des phénomènes tels que la sécheresse, la pénurie ou la rareté de l'eau, les tempêtes de sable, le surpâturage et désertification compromettent les moyens de subsistance de millions de personnes, tout en entraînant des changements sociaux de nature complexe et liés à la transformation écologique.

Malgré les efforts marocains de sensibilisation et de mobilisation à l'égard des changements climatiques dans le cadre de l'organisation de la COP 22, le débat public continue à sous-estimer l'impact des changements climatiques et ne fait pas forcément le lien entre cet impact et les catastrophes naturelles auxquelles la société marocaine est exposée comme la sécheresse, les températures élevées, la rareté de l'eau, l'irrégularité des précipitations ou la désertification.

L'analyse de la transformation sociale et écologique du pays entend offrir une analyse scientifique de la situation de ces changements au Maroc, pour aider à comprendre les différentes perspectives, perceptions et connaissances des problèmes liés à la transition sociale et écologique. L'étude repose sur des analyses documentaires, des avis d'expert et des entretiens semi-structurés ; les références pertinentes sont indiquées dans l'annexe II.

3. Contexte

Les changements climatiques ont provoqué des processus de transformation sociale tels que l'exode rural vers les centres urbains ; des conflits au détriment de la coopération et une exploitation commune des ressources naturelles ; perte de la solidarité communautaire et familiale ; une pression accrue sur les infrastructures urbaines sociales et physiques ; une évolution des valeurs sociales ; ainsi que la diminution du nombre de petites exploitations agricoles et la perte des services écologiques et biens publics autrefois assurés par elles.

D'autre part, il est évident que les changements écologiques et sociaux qui ont entraîné une transformation dans ces mêmes domaines sont des conséquences des changements climatiques au Maroc. Le défi pour un pays comme le Maroc consiste à trouver une manière de façonner la transformation sociale et écologique afin de la gérer au mieux et d'en assurer la viabilité et la résilience, ainsi que pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques. Le plus grand défi que constituent ces changements pour le Maroc reste la grandissante injustice sociale. Celle-ci est due à la fracture sociale et l'inégalité des revenus croissantes entre les régions et les catégories sociales et fondée sur la différence observée dans le degré d'exposition aux changements climatiques.

D'un point de vue théorique, on pourrait considérer la transformation sociale et écologique au Maroc comme un processus à long terme : afin de pouvoir la gérer, il faudrait la mesurer au moyen d'observation, d'étude et d'évaluation à long terme. Une telle approche sera éventuellement la plus efficace et inclusive pour générer de réelles réponses aux besoins.

4. Transformation sociale et écologique au Maroc

La transformation sociale et écologique est une modification complexe visant l'adaptation aux causes stimulées par un ou plusieurs facteurs naturels ou par des interventions humaines qui sont interdépendants les uns des autres. On pourrait également la considérer comme un processus qui réagit aux changements dans un écosystème et dans des communautés où la mutation peut être soudaine ou durable. Le but de cette transformation est de s'adapter aux changements afin d'assurer la survie de façon naturelle et, en définitive, de renforcer la résilience face aux catastrophes. Le résultat d'une telle transformation est une refonte de la réalité⁴.

Plusieurs auteurs dont Gunderson et Holling (2002) ; Berkes et coll. (2003) ; Walker et coll. (2004) ; Folke et coll. (2010) établissent un lien entre la transformation sociale et écologique et, de l'autre côté, la résilience et la capacité de s'adapter. De plus, les processus de transformation ont été conceptualisés comme comportant principalement trois phases : la préparation du système aux changements ; la gestion de la transition du système à l'aide de principes de gouvernance ; et le développement de la résilience (Folke et coll., 2005 ; Olsson et coll., 2006; Chapin et coll., 2009).

En revanche, comme le soutiennent Brown et coll. (2013), la transformation est un concept avec diverses significations fragmentées et contestées, qui se manifestent au niveau des attitudes personnelles, de l'organisation sociopolitique et des accords socioéconomiques. Le processus de transformation est soumis aux approches et comportements adoptés qui affectent le système socioéconomique existant. En outre, Brown et coll. (2013) suggèrent qu'en fonction

³ Pour de plus amples détails, veuillez consulter l'article de presse suivant : http://www.huffpostmaghreb.com/2016/11/11/cadre-legislatif-climat_n_12911064.html

⁴ Pour de plus amples détails, veuillez consulter l'article suivant : <http://culture360.asef.org/magazine/walking-for-social-and-ecological-transformation/>



des approches de transformation, le processus pourrait aboutir à des changements des dispositifs institutionnels, normes sociétales, valeurs culturelles et modèles d'écosystème.

Depuis la fin des années 1970, le Royaume du Maroc connaît des phénomènes naturels engendrés par les changements climatiques tels que la sécheresse, la réduction des zones pastorales et des troupeaux. D'autre part, les ressources forestières ont diminué de même que les zones boisées suite au surpâturage. Souffrant des irrégularités temporelles et spatiales des précipitations, l'agriculture non-irriguée a perdu en productivité ; la désertification a commencé à menacer plusieurs régions fertiles, notamment au sud et au sud-est du pays. Les changements provoqués ont amené une transformation sociale et écologique que l'on pourrait décrire, dans le contexte marocain, comme les processus de changement permettant d'affronter les catastrophes naturelles et l'impact des changements climatiques, et d'acquérir de la résistance.

■ 5. Principaux défis écologiques au Maroc dûs aux changements climatiques

Plusieurs défis écologiques induits par le climat menacent les écosystèmes naturels et la résilience des communautés au Maroc. Selon une étude de la Banque mondiale (2010), les coûts globaux de la perte de productivité dans le pays résultant de la dégradation des terres s'élèvent à entre 77 et 150 millions d'euros par an.

D'autre part, pendant la période 1976-2006, une diminution générale des précipitations estimée à entre 3 et 30 % (en fonction des régions) a été enregistrée sur le territoire marocain ; et une baisse importante des précipitations a été constatée pendant la saison d'hiver dans la région orientale (Sebbar, et coll., 2011). Durant la même période, le Maroc a connu de graves sécheresses caractérisées par une augmentation de 15 jours du nombre de jours consécutifs sans pluie pendant la saison pluvieuse (septembre-avril), et par une réduction des précipitations de 23 mm en moyenne pendant la saison des pluies (Sebbar, et coll., 2011).

De 1996 à 2010, le Maroc a été touchée par de sérieuses inondations, tant au niveau de leur intensité que de leur fréquence. Frappant plusieurs régions du royaume, ces inondations massives ont causé des pertes en vies humaines et des dommages économiques : Ourika en 1995 ; Casablanca et Mohammedia en 1996 ; Tétouan et le nord du pays en 2000 ; Mohammedia en 2002 ; Errachidia en 2006 ; Al Gharb en 2009 et en 2010 ; Al Haouz et Sous en 2009 puis en 2010 ; et Casablanca en 2010.

Qui plus est, pendant les quatre dernières décennies du siècle passé, le réchauffement climatique moyen du territoire marocain a été d'environ un degré Celsius, avec un réchauffement maximal de 1,4° C dans le sud du pays. On a également pu observer une tendance à la hausse des températures minimales et maximales (Dkhis et coll., 2015).

Parmi les autres incidences majeures sur l'environnement figurent : la progression des déserts qui menace le sud-est du Maroc ; la réduction du couvert forestier et de la biodiversité, notamment des espèces endémiques comme l'arganier ; la diminution aussi bien du volume d'eau renouvelable annuel et de la nappe phréatique ; ainsi qu'une fréquence des vagues de chaleur augmentée et la détérioration du littoral et ses conséquences pour les écosystèmes littoraux et les villes côtières.

■ 6. Répercussions sociales des changements écologiques

Les défis écologiques dûs aux changements climatiques ont de sérieuses répercussions sur la vie sociale. Parmi les nombreux exemples, citons le plus récent et le plus grave datant de l'été 2017, où trente-sept villes et centres urbains ont subi une interruption de l'alimentation en eau⁵. En conséquence, la population est allée manifester et a appelé les autorités publiques à trouver des solutions durables. La pénurie d'eau potable a également touché des zones rurales dans la province de Sefrou, où l'utilisation intensive pour l'irrigation de l'eau souterraine a réduit son niveau au point que les puits destinés à fournir les communautés rurales ont séché.

Dans le sud-est du Maroc⁶, la détérioration de la qualité de l'eau devient un problème de plus en plus préoccupant : à cause de la baisse des précipitations, l'eau dans les réservoirs et les barrages n'est pas renouvelée. La teneur en sel de l'eau augmente de même que la teneur en argile. La population sent l'odeur d'argile dans l'eau potable fournie, ce qui a donné lieu à des manifestations. Pour relever ce défi, les familles de classe moyenne se sont mis à augmenter leur consommation afin de couvrir l'achat de bouteilles d'eau minérale, tandis que les familles à revenu modeste font le voyage aux environs d'Ouarzazate pour ramener de l'eau potable des puits. Cela a alourdi le budget des familles et impose un fardeau de travail supplémentaires.

D'autre part, suite à la réduction d'eau dans les réservoirs qui fournissent l'eau d'irrigation, de grandes infrastructures d'irrigation qui ont bénéficié d'investissements de centaines de millions d'euros, ne sont plus utilisées⁷. Il en résulte des modifications des pratiques agricoles et une réduction du revenu des agriculteurs. Ces derniers se retrouvent contraints de dépenser plus d'argent en irrigation et en engrais pour pallier la dégradation des sols. L'utilisation d'engrais a également des incidences sur la qualité des produits et des conséquences pour la santé humaine. Par ailleurs, comme les puits destinés à fournir l'eau pour l'irrigation ont séché, les agriculteurs ont dépensé plus d'argent à forer de plus en plus profond ou à construire de nouveaux puits, ce qui alourdit leur budget. De plus, les agriculteurs sont confrontés à de nouvelles maladies des plantes causées par la hausse des températures⁸ et ils utilisent de plus en plus de pesticides chimiques avec des conséquences potentielles sur leur santé. L'usage accru de fertilisants et de pesticides constitue un risque de contamination du sol, de la surface et de l'eau souterraine. Ces pressions sur les agriculteurs ont poussé les populations à changer leurs valeurs et à s'interroger sur leur avenir. Un activiste civique local évoque l'exemple de la population rurale du sud-est du Maroc, chez qui l'impact croissant des changements climatiques suscite peurs et angoisses.

Parallèlement, la contribution de l'hydroélectricité dans la production énergétique au Maroc recule⁹. Il en résulte que la part d'importation de combustibles fossiles pour les centrales électriques du pays a augmenté, ainsi que l'importation d'électricité en provenance de l'Espagne. En même temps, les inondations ont causé d'énormes dégâts aux infrastructures physiques au Maroc.

La perte de productivité agricole dans les zones rurales a entraîné la migration vers les villes, augmentant ainsi la

5 Pour plus de détails, veuillez consulter l'article de presse suivant : <http://www.alyaoum24.com/930908.html>

6 Informations confirmées par des entretiens avec M. Hsaine Zghou (universitaire et membre d'une ONG régionale) et M. Mohammed Ait Lhadj (jeune militant)

7 Cas de grandes parties de la plaine de Doukkala. Les informations et données ont été recueillies à travers l'observation de la zone irriguée de Faregh.

8 Les informations ont été confirmées par interview par M. Yassine Zegzoult, un militant écologiste de Marrakech.

9 Pour plus de détails, veuillez consulter les données mises en disposition par l'Agence internationale de l'énergie <https://www.iea.org/>



pression sur les services sociaux et les infrastructures physiques urbaines, l'apparition de communes et la hausse de petits délits et de vendeurs ambulants. La migration interne de la population rurale vers les grandes villes du pays avance à un rythme sans précédent¹⁰. Des métropoles comme Casablanca, Fès, Marrakech et autres ont vu leur périmètre urbain s'étendre pour répondre aux demandes de nouveaux logements sous l'effet de l'immigration. En plus d'être préjudiciable aux terres agricoles, cette croissance urbaine s'effectue d'une façon assez incontrôlable qui ne favorise pas un développement durable.

Parfois seuls les hommes quittent les zones rurales pour aller travailler en ville, causant la séparation des familles et des transformations culturelles. D'après une première étude comparative consacrée sur les changements climatiques et les migrations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les facteurs environnementaux ont probablement contribué à une plus grande mobilité au Maroc, notamment en ce qui concerne la migration temporaire, que ce soit interne ou transfrontalier (Wodon et coll., 2014).

Dans la région de Souss-Massa, des éleveurs de chameaux ont commencé à amener leurs troupeaux du Sahara afin de remédier à la disparition de ressources pastorales, avec à la clé, des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs et communautés locaux. Les conflits liés aux ressources ont aussi tendance à affaiblir la solidarité au sein des familles et des communautés et à créer des tensions.

La hausse des températures a également généré un autre problème qui prend de l'ampleur : l'invasion de sauterelles. Bien que les données ne soient pas disponibles, un jeune militant de la région de Marrakech a signalé que les agriculteurs subissent une quantité croissante de sauterelles dû au réchauffement et aux vagues de chaleur. D'autre part, pour ces mêmes raisons, les familles passent plus de temps à la maison, notamment entre 11h et 17h. Les gens en général, mais surtout ceux qui travaillent à l'extérieur, ont vu leur productivité chuter.

Par ailleurs, en raison d'un besoin d'investissements assez intensifs dans les pratiques agricoles et les techniques pour gérer la baisse des précipitations, le nombre de petites fermes diminue. Par conséquent, les services écologiques et les biens publics autrement fournis par ces petites exploitations agricoles disparaissent aussi. Dans la province d'Errachidia, la réduction de la pluviosité pousse les petits agriculteurs à abandonner l'agriculture pour se convertir aux activités artisanales ou au tourisme¹¹.

7. Cadres politiques et de réglementation pour favoriser une transformation sociale et écologique juste

La réforme constitutionnelle de 2011 favorise la décentralisation grâce à la participation de décideurs locaux et régionaux et à la société civile, ainsi que l'intégration de l'environnement et du développement durable dans la planification régionale. La constitution vise à satisfaire au besoin de responsabiliser les décideurs locaux et de faire participer les citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Après l'adoption des lois organiques relatives aux régions, provinces et communes, le Maroc assiste à une période de transition vers une autonomisation des conseils régionaux et locaux.

10 Pour plus de détails veuillez consulter l'article suivant : https://publications.iom.int/system/files/pdf/policy_brief_vol2_issue3_fr.pdf
11 Informations confirmées par entretien avec M. AitLkaid M'barek le 12.11.2017

D'autre part, le cadre de la politique en matière des changements climatiques fait partie du Plan national plan contre le réchauffement climatiques¹² lancé en 2009. Le plan contribue aux changements structurels en privilégiant le progrès des programmes d'énergie renouvelable, en promouvant l'efficacité énergétique, en réduisant les subventions pour les combustibles fossiles, en améliorant les techniques de combustion du charbon non polluantes et en augmentant la part du gaz naturel dans le bouquet énergétique.

L'un des principaux objectif de la transition énergétique nationale d'ici 2030 est de préserver l'environnement de même que la sécurité et la santé de la population (MEMR, 2009). De plus, la transition énergétique nationale vise à former les jeunes et à renforcer leurs capacités afin de les préparer à travailler à des projets relatifs aux sources d'énergie renouvelable et à l'économie d'énergie. Plusieurs lois constituent la pierre angulaire de la transition énergétique :

- 1 Loi 13/09 sur les énergies renouvelables ;
- 2 Loi 16/09 sur la mise en place de l'Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- 4 Loi 47/09 sur l'efficacité énergétique ;
- 5 Loi 57/09 sur la mise en place de l'Agence marocaine de l'énergie solaire ;
- 6 Loi 48/15 sur la mise en place de l'Autorité nationale de réglementation sur l'électricité ;
- 7 Loi 58/15 sur la modification / révision de la loi 13/09 sur les énergies renouvelables ;
- 8 Loi 36/16 sur la modification / révision de la loi 16/09 et sur la mise en place de l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique ;
- 9 Loi 37/16 sur la modification / révision de la loi 57/09 et sur la mise en place de l'Agence marocaine des énergies renouvelables ;

La mise en œuvre de la transition énergétique met l'accent sur des projets d'énergie renouvelable à grande échelle ; alors que plus d'efforts devraient être faits pour parallèlement promouvoir les projets d'énergie renouvelable répartie et structurer les programmes d'efficacité énergétique afin de les rendre plus efficaces et inclusifs vis-à-vis de la plupart des industries, régions et catégories sociétaux.

En outre, la loi-cadre 99-12 sur la Charte nationale de l'environnement et du développement durable établit des mesures institutionnelles, économiques et financières afin de créer une démarche efficace et cohérente de gouvernance environnementale.¹³ De telles démarches appliquent les lois en matière de conservation de l'environnement, de considération systémique de politiques pour le développement, et d'intégration sociale et des sexes dans le développement.

La loi¹⁴ 36-15 sur l'eau permet au grand public de participer à la gestion des ressources en eau en proposant des mesures et en signalant toutes sorte d'abus ou de la mauvaise gestion de ces ressources. La loi reconnaît aussi le droit

12 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://www.4c.ma/medias/National%20plan%20against%20global%20warming%20Morocco%202009.pdf>

13 Pour de plus amples détails, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.gefieo.org/sites/default/files/ieo/evaluations/cpe-morocco-vol2.pdf>

14 Pour plus de détails, veuillez consulter le document suivant : http://www.water.gov.ma/wp-content/uploads/2016/01/Loi_sur_leau_BO_Fr.pdf



des citoyens d'avoir accès à l'eau potable et à l'inclusion sexospécifique. Toutefois, compte tenu des défis auxquels le Maroc sera confronté en 2017, il convient d'impliquer de plus en plus de représentants communautaires et de la société civile dans la conception de programmes contre les interruptions de l'alimentation en eau.

L'Initiative Nationale de Développement Humain, communément appelée « INDH », est une initiative de développement lancée par le gouvernement en 2005 pour répondre aux déficits de développement et à l'exclusion territoriale et sociale. L'initiative est axée sur les domaines clés suivants : la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales ; l'exclusion sociale dans les zones urbaines ; l'extrême vulnérabilité sociale et économique ; et le fait d'assurer un développement territorial cohérent. INDH a obtenu des résultats tangibles dans la lutte contre la pauvreté et l'analphabétisme, en plus d'avoir réussi à impliquer les associations de la société civile dans la mise en œuvre et l'opération des projets de développement humain.

L'un des objectifs principaux du Plan Maroc vert est de combattre les changements climatiques et de renforcer la résilience de petits agriculteurs grâce à un soutien financier permettant de passer à des cultures à grande valeur ajoutée qui s'adaptent beaucoup mieux au climat local et aux conditions du sol. L'utilisation de systèmes et technologies d'irrigation efficace et le recours récent aux systèmes de pompes à eau solaires plutôt qu'au diesel ou au gaz naturel en bouteilles font aussi partie du plan¹⁵. De plus, le ministère de l'Agriculture a décidé de créer des services consultatifs (tel qu'annoncé dans plusieurs journaux marocains en août 2017, le ministère est actuellement en train de recruter le personnel pour ce service : des ingénieurs, des techniciens etc.) Le but étant de conseiller les petits exploitants agricoles sur des méthodes agricoles qui assurent un renforcement continual des capacités.

Autre initiative, la Stratégie de développement de l'espace rural et des zones de montagne vise à réduire la pression sur les ressources naturelles dans des zones montagneuses et rurales, et à aider la population à faire face aux effets des changements climatiques t à développer de la résistance. Le gouvernement a créé un fond doté de 55 milliards de dirhams marocains (soit près de 5 milliards d'euros) pour financer un programme national sur la période 2016-2022 pour éliminer les disparités sociales et territoriales dans les zones rurales. Ce soutien financier permettra la mise en œuvre de 20 800 projets, qui répondent aux besoins de 12 millions de personnes dans 24 290 villages. Grâce à ces projets, les populations rurales seront en mesure de gérer des déficits en infrastructures, essentiellement dans les services sociaux, et d'acquérir la résilience nécessaire pour affronter l'impact des changements climatiques.¹⁶

En outre, la Stratégie Nationale Intégrée de la Jeunesse¹⁷ (2015-2030) a été développée avec la contribution de jeunes et de la société civile. Elle a pour but d'assurer une éducation de qualité pour les jeunes, leur accès à des jobs corrects, à une bonne santé et à des services sociaux et culturels, de réduire les disparités géographiques et de promouvoir la participation des jeunes à la vie civique et de veiller au respect des droits de l'homme.

Enfin, la nouvelle stratégie nationale pour l'emploi (2015-2025) cible la promotion du travail digne et des chances égales dans l'accès au travail. Qui plus est, la mise en œuvre est renforcée en tenant compte de l'autonomisation économique des femmes dans le développement et le déploiement de plusieurs plans sectoriels et de programmes.¹⁸

15 Pour plus de détails, veuillez consulter le document suivant : <http://drylandsystems.cgiar.org/content/%E2%80%98scaling-up%E2%80%99-through-morocco%E2%80%99s-%E2%80%98plan-vert%E2%80%99>

16 Pour plus de détails, veuillez consulter le document suivant : <http://lematin.ma/journal/2017/le-gouvernement-mobilise-50-milliards-de-dh-pour-lutter-contre-les-disparites-sociales-et-territoriales/273294.html>

17 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://www.mjs.gov.ma/sites/default/files/strategie-morocco.pdf>

18 Vous trouverez de plus amples détails ici : https://www.finances.gov.ma/Docs/depf/2016/synthese_rg2017.pdf

Le Maroc réussit relativement bien à assurer plus d'égalité dans l'accès au travail pour les femmes, néanmoins, le pays est confronté à un taux de chômage élevé. Il convient donc d'encourager la création d'emplois tout en assurant que les conditions de travail sont correctes et respectent les normes nationales et internationales.

8. Débat de société sur les changements climatiques

Avant l'annonce que la COP 22 ait lieu au Maroc, le débat sur les changements climatiques n'intéressait que l'élite du pays. Après, les autorités publiques ont encouragé un débat institutionnel; or selon le président d'un centre de développement à Marrakech, ce débat est demeuré superficiel et plus à vocation d'agrémenter l'organisation d'un grand événement qu'à celle de sensibiliser la population aux changements climatiques et à susciter une réflexion, en prenant systématiquement le climat en considération lors des processus de prise de décision.

L'organisation de la COP 22 au Maroc a bien sûr motivé un débat de société sur les changements climatiques et la transformation sociale et écologique qui en découle. Le débat de société était alors mené par des organisations de la société civile actives dans le domaine de l'environnement et des acteurs des médias ou du monde universitaire, tandis que la mobilisation du public se limitait à une partie de la société instruite et déjà consciente des changements climatiques.

Après la COP 22, les autorités publiques ont progressivement perdu leur vif intérêt à participer aux conférences relatives aux changements climatiques. Les agences et entreprises compétentes en matière de transition aux énergies renouvelables et de transport durable s'y intéressent, en revanche, et participent encore au débat de société sur les changements climatiques. Quant aux mouvements sociaux, seules les organisations de la société civile engagées ont continué à faire avancer ou du moins maintenir le débat.

D'autre part, lorsqu'un événement extrême survient, la plupart des médias et du grand public ne l'associe pas systématiquement avec les changements climatiques ou n'évoque pas ces derniers en tant que cause possible. Il existe toutefois des exceptions comme le cas de la zone côtière de Salé où l'on a subi l'élévation du niveau de la mer¹⁹. Seuls quelques rares articles de presse ont pour l'instant fait référence aux changements climatiques à propos des protestations contre les pénuries d'eau²⁰, alors que le débat politique concernant la crise de l'eau mentionne et indique les changements climatiques en tant que cause principale²¹.

De plus, la coupure de l'eau observée à Khouribga a été discutée par le grand public dans les médias sociaux, sans que rien n'indique clairement que cela puisse être dû aux changements climatiques²². En même temps, le débat public suite aux manifestations contre les coupures d'eau dans la province de Sefrou a bien revendiqué l'accès à l'eau en tant que droit de l'homme, mais sans considérer ou mentionner les changements climatiques en tant que cause²³.

D'après un militant dans le mouvement civil local du sud-est du Maroc, soit la région la plus exposée aux changements climatiques, seule une petite tranche de la société fait le lien entre, d'un côté, la rareté de l'eau et la désertification et,

19 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://albahrnews.com/%D8%A8%D8%B3%D8%A8%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%BA%D9%8A%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%A7%D8%AE%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D8%AF%D9%8A%D8%B1%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D8%A7%D9%86/>

20 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://lakome2.com/opinion/29662.html>

21 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://htari24.com/categorie/communaute/article/25650-12-03-08-25-07-17>

22 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://www.hespress.com/regions/357939.html>

23 Vous trouverez de plus amples détails ici : <http://www.maghress.com/assabah/238715>



de l'autre, le réchauffement global et les changements climatiques, alors que ni les acteurs des médias locaux ni les associations locales ne relient ces variations aux répercussions des changements climatiques. Par ailleurs, le grand public ne considère pas le Maroc comme particulièrement menacé par les changements climatiques puisque le pays ne fait pas partie des principaux pollueurs de la planète et qu'il émet peu de gaz à effet de serre.

■ 9. Acteurs actifs dans le débat de société sur le climat

Dans un débat sérieux sur les changements climatiques et sur la mutation sociale et écologiques qui s'ensuit, on pourrait s'attendre à ce que de nombreux intervenants et particuliers expriment leurs préoccupations et intérêts afin de concevoir des stratégies inclusives et obtenir l'engagement des citoyens. Cela n'est pourtant toujours pas le cas au Maroc. Actuellement, les acteurs les plus actifs dans le débat sur les changements climatiques et la transformation sociale et écologique sont :

- 1 des organisations de la société civile dotées des relations internationales solides ;
- 2 des médias spécialisés dans l'environnement et l'énergie renouvelable ;
- 3 des chercheurs engagés dans le domaine du climat, de l'environnement et des énergies renouvelables ;
- 4 des entreprises industrielles actives dans les technologies vertes ;
le Conseil national des droits de l'homme du Maroc (CNHD) ;
- 5 des groupes de réflexion spécialisés dans l'économie verte et l'environnement ;
- 6 le Conseil économique, social et environnemental du Maroc (CESE) ;
- 7 des communes gravement exposées aux effets des changements climatiques, principalement situées dans le sud-est du pays ; et des autorités publiques chargées : d'énergies renouvelables telles que l'Agence marocaine des énergies renouvelables, de la protection des eaux telles que des agences de bassin hydraulique, des ressources forestières telles que le Haut Commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification, 8 l'Agence nationale pour le développement des zones oasiennes et de l'arganier et les départements ministériels compétents.

■ 10. Aspects droits de l'homme et débat social relatifs au climat

L'État et les autorités reconnaissent les aspects droits de l'homme du débat sur les changements climatiques, par exemple en désignant, à la COP 22, le président du Conseil national consultatif des droits de l'homme comme coordonnateur comité des questions relatives à la société civile. La constitution souligne également les droits de l'homme et le droit d'accéder aux ressources d'eau, de disposer d'un environnement sain et d'obtenir de bons résultats en termes de développement durable. Il convient toutefois de noter que les droits de l'homme sont rarement mentionnés dans le débat de société limité sur les changements climatiques et la transformation sociale et écologique.

■ 11. Transformation sociale et écologique et changements structurels

Des changements structurels du Maroc nécessiteraient, de la part des décideurs politiques, d'accorder une plus grande importance à l'éducation et à la qualité de ressources humaines (Archy, 2013). On pourrait décrire les exemples de changements structurels liés au processus actuel de transformation lancé par le gouvernement du Maroc de la manière suivante :

- *Dans le secteur de l'agriculture, un changement opère vers des systèmes d'irrigation plus efficaces telle que l'irrigation goutte-à-goutte, et l'utilisation de technologies de l'information et des connaissances pour gérer les méthodes d'irrigation.*
- *en outre, le pays investit dans la formation de techniciens et ingénieurs qualifiés, de même que dans la recherche et le développement d'énergies renouvelables et des secteurs agricoles ;*
- *création de pépinières d'entreprises et la promotion des start-up, ainsi que l'innovation dans l'économie verte ; et*
- *Le pays mets en œuvre des changements climatiques dans le secteur de l'énergie où les technologies d'énergies renouvelables sont employées à la place des technologies basées sur des combustibles fossiles pour générer de l'électricité*

L'un des majeurs changements structurel qu'entreprend le Maroc est la transition vers les énergies renouvelables. En fait, le pays a l'intention d'augmenter la part d'énergies renouvelables dans son bouquet énergétique et prévoit d'augmenter la puissance installée pour ces énergies à 52% du mix électrique d'ici 2030. Aussi ambitieux que puisse paraître ce programme, sa conception et l'approche adoptée pour sa mise en œuvre sont discutables, puisque cette conception a été élaborée seulement avec des agences techniques centrales et du département d'énergie sans implication significative de la société civile ou du grand public. De plus, la mise en œuvre de la transition énergétique est assurée par les agences publiques, et l'actuel cadre réglementaire connexe ne permet pas une grande participation et implication de PME, ménages et particuliers dans la production d'électricité à partir de ressources d'énergie renouvelables.

Là encore, il convient de noter que la transition énergétique planifiée pourrait être considérée comme un morceau trop gros à avaler pour un pays à revenu intermédiaire. Le Maroc générerait cependant d'énormes bénéfices en cas d'adoption d'une transition énergétique plus inclusive et participative, avec la mise en place de structures et mécanismes de gouvernance énergétique efficace.

■ 12. Influence du débat public sur les décisions politiques

Bien souvent, c'est le gouvernement qui propose les textes de loi qui sont ensuite discutés et décidés par le parlement. Au vu de la formule actuelle, et compte tenu des expériences liées aux processus de prise de décision tels que la conception des cadres réglementaires relatifs à l'eau et à l'énergie, on peut avancer que c'est l'exception à la règle quand un débat public influence les politiques et stratégies au Maroc. D'un autre côté, l'expérience montre que les débats publics ont plus de chance d'être canalisés par des élus locaux au niveau communal, provincial et régional, parce qu'il y a plus d'interactions entre les citoyens et leurs représentatifs aux conseils communaux, provinciaux et régionaux.



Alors que pour répondre aux effets des changements climatiques, on s'est initialement concentré sur les solutions techniques pour l'adaptation et l'atténuation, il faut adopter des approches plus inclusives et globales afin de gérer la transformation sociale et écologique causée par les changements climatiques. De telles approches doivent être participatives afin d'inclure le plus grand nombre de communautés exposées et de groupes vulnérables, de même que des mouvements de la société civile et le grand public.

■ 13. Développements alternatifs et solutions socio-écologiques favorisant une économie durable et juste

Une économie durable et juste peut constituer une réponse aux défis environnementaux et sociaux auxquels est exposé le Maroc à cause des changements climatiques. Pour poser le fondement d'une telle économie conforme aux critères de viabilité environnementale et d'intégration sociale, le Maroc pourrait s'appuyer sur les éléments suivants :

1 Instaurer une société de connaissance où des solutions intelligentes et efficaces sont intégrées, par exemple à travers le développement de :

- solutions intelligentes et efficaces dans le développement urbain ;
- réseaux électriques intelligents qui facilitent l'intégration de centrales d'énergies renouvelables ;
- gestion des transports et mobilité urbaine intelligentes ;
- systèmes de transports en commun durables et efficaces ;
- des attitudes de consommation durables, grâce à la sensibilisation ;
- systèmes de prix énergétiques avantageux qui permettent de consommer davantage d'énergie de source renouvelable, et une gestion efficace de la demande d'énergie venant des entreprises et des ménages ; et
- numérisation dans le cadre des efforts de modeler la transformation sociale et écologiques, qui possède un fort potentiel pour maximiser l'efficacité des ressources.

2 La création d'une société de connaissance nécessite la mise en place de campagnes de sensibilisation massive en plus de programmes éducatifs efficaces. Il faut aussi exploiter et promouvoir l'utilisation des technologies de l'information pour l'éducation et la prise de conscience, et pour favoriser la durabilité en tant que valeur culturelle. Le Maroc doit poursuivre, voire améliorer, son programme en alphabétisation ainsi que les systèmes d'éducation et de formation pour favoriser l'insertion de femmes et de jeunes dans le secteur de l'emploi et répondre aux besoins de l'industrie en termes de compétences.

3 Quant à l'application des législations, le Maroc dispose effectivement déjà d'un cadre réglementaire qui pourrait théoriquement contribuer à obtenir durabilité et intégration dans plusieurs secteurs. Néanmoins, le pays souffre encore d'un faible degré d'application des lois. L'application des législations doit initialement se focaliser sur la protection des ressources naturelles telles que l'eau (surface et souterraine) et les ressources forestières et littorales qui requièrent une intervention immédiate.

4 Le Maroc doit s'employer à mobiliser une large participation de la société et des individus. Le pays a besoin de mettre en place et favoriser une citoyenneté active où les individus, ménages et entités diverses assument pleinement leurs obligations sociales et environnementales. Cela devrait se traduire par un équilibre entre, d'un côté, les devoirs des individus de respecter les lois générales et de protéger l'environnement, et de l'autre, le droit

de jouir de l'égalité des chances et de la dignité humaine.

5 Favoriser un développement inclusif en répondant aux besoins de groupes vulnérables tels que les jeunes, les femmes et les populations de zones reculées. Le Maroc doit également assurer plus d'égalité dans l'accès pour tout un chacun, de l'équité sociale et la distribution des bénéfices parmi toutes les catégories sociétales, ainsi qu'un emploi digne.

6 Le pays souffre encore de déficits de développement socio-économiques, et malgré de grands efforts investis depuis deux décennies dans la réduction d'inégalités sociales, les disparités existent encore entre les régions. Aujourd'hui, le défi du pays est d'accélérer les efforts pour réduire ces déficits de développement et disparités, mais aussi de répondre de façon urgente au besoin d'équité sociale et d'une transition juste à une économie verte, ainsi qu'un développement respectueux de l'environnement face aux défis de changements climatiques.

7 Un autre défi pour le Maroc est de savoir stimuler l'esprit d'entreprise social. Cela pourrait résoudre le dilemme actuel de l'engagement des associations civiles dans le développement social et ne représente encore qu'une contribution limitée aux programmes de développement. L'entrepreneuriat pourrait aider le Maroc à atteindre le niveau d'innovation et de créativité nécessaire pour accomplir la mission de transformation sociale vers des valeurs plus durables. La même chose s'applique à l'entrepreneuriat écologique, qui pourrait représenter une solution de création d'emplois et aux problèmes de pollution et de déchets.

■ 14. Débat public sur les modèles de développement durable, juste, social et écologique

L'absence d'un débat constructif sur une transition juste et les modèles de développement social et écologique au Maroc est principalement due à l'énorme méconnaissance, parmi le grand public, des menaces des changements climatiques. Ce débat demeure réservé à une élite qui travaille sur des questions de changements climatiques en tant qu'organismes compétents de la transition énergétique ou d'ONG. D'autre part, la majorité des grands acteurs médiatiques tels que la presse quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, les blogs internet ou les radios, sont privés et se doivent de développer de la documentation dans l'intérêt du public. Faute de conscience des changements climatiques parmi le grand public, aucune attention n'est portée à ces problèmes et aux défis que connaît le Maroc dans le débat public.



15. Recommandations

La transformation sociale et écologique est causée par les changements climatiques. Il faut cependant l'encadrer à l'aide des politiques et stratégies les mieux adaptées. Afin d'orienter la transformation sociale et écologique vers la durabilité, il faut créer une structure de gouvernance institutionnelle et fonctionnelle saine et de mettre en place les politiques et stratégies appropriées. La promotion d'une société de connaissance, la dissociation de la croissance économique et l'exploitation massive des ressources, l'amélioration de l'intégration sociale, la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales, la promotion des valeurs de justice et de la solidarité, et la consommation viable doivent constituer les axes prioritaires de ces politiques et stratégies.

En outre, le Maroc a besoin de remodeler encore la transition énergétique planifiée afin qu'elle adhère aux valeurs de transition justes et s'accompagne d'une grande implication de la part du public et des organisations de la société civile, ainsi que de la création d'emplois corrects et d'une répartition équitable des revenus. Il convient de préciser que dans la société marocaine et auprès du grand public, il n'y a pas eu de prise de conscience profonde de la gravité des menaces aux communautés et écosystèmes naturels que font peser les changements climatiques sur notre planète. Pour y remédier, il est urgent et dans l'intérêt du pays, de ses institutions et du mouvement de la société civile d'entreprendre des campagnes de sensibilisation efficaces.

16. Références

- 1 Achy L. (2013) : Structural transformation and industrial policy in Morocco, Economic Research Forum working paper (n° 796/2013).
- 2 Berkes, F., Colding, J., Folke, C., 2003. Navigating Social-Ecological Systems: Building Resilience for Complexity and Change. Cambridge University Press,Cambridge, Royaume-Uni.
- 3 Brown K., S. O'Neill et C. Fabricius. 2013 Social science understanding of transformation. Dans : Conseil international des sciences sociales/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (CISS/UNESCO). 2013. Le Rapport mondial des sciences sociales : l'évolution du contexte mondial. Éditions OECD/Éditions UNESCO.
- 4 Chapin III, F.S., Carpenter, S.R., Kofinas, G.P., Folke, C., Abel, N., Clark, W.C., Olsson, P., Stafford Smith, D.M., Walker, B., Young, O.R., Berkes, F., Biggs, R., Grove, J.M., Naylor, R.L., Pinkerton, E., Steffen, W., Swanson, F.J., 2009. Ecosystem stewardship: sustainability strategies for a rapidly changing planet.Trends Ecol. Evol. 25 (4), 241-249.
- 5 Dkhis A., Mouhir L., Fekhaoui M., Bellaouchou A., El Morhit M. (2015); Characterizations of granted aid by the state at agriculture in the agricultural development fund in El Hajeb province (Morocco); in J. Mater. Environ. Sci. 6 (4) (2015) 1040-1048. ISSN: 2028-2508. CODEN: JMESCN
- 6 Folke, C., Carpenter, S.R., Walker, B., Scheffer, M., Chapin, T., Rockström, J., 2010. Resilience thinking: integrating resilience, adaptability and transformability. Ecol. Soc. 15 (4), 20 [en ligne] URL : <http://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss4/art20/>.
- 7 Folke, C., Hahn, T., Olsson, P., Norberg, J., 2005. Adaptive governance of social-ecological systems. Annu. Rev. Environ. Resour. 30 (1), 441-473.
- 8 Gunderson, L.H., Holling, C.S., 2002. Panarchy: Understanding Transformations in Human and Natural Systems. Island Press, Washington.
- 9 MEMR(2009):Stratégie énergétique nationale, Horizon 2030.http://www.orientalinvest.ma/telechargementfichiers/energies/strategie_energetique_nationale.pdf
- 10 Olsson, P., Gunderson, L.H., Carpenter, S.R., Ryan, P., Lebel, L., Folke, C., Holling, C.S., 2006. Shooting the rapids: navigating transitions to adaptive governance of social-ecological systems. Ecol. Soc. 11 (1), 18.
- 11 Sebbar A., Badri W., Fougrach H., Hsaine M., Saloui A., Sécheresse. 22 (2011) 139.
- 12 Walker, B., Holling, C.S., Carpenter, S.R., Kinzig, A., 2004. Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems. Ecol. Soc. 9 (2), 5.
- 13 Wodon, Q. et coll. (Responsables de la publication) 2014 Climate Change and Migration: Evidence from the Middle East and North Africa. World Bank Study. Banque mondiale, Washington, D.C. Disponible à l'adresse : https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/189_29/893710PUB0978000Box385270B00PUBL ICO.pdf?sequence=1
- 14 World Bank (2010). The cost of environmental degradation: Case studies from the Middle East and North Africa. Udgivet af Leila Croitrou og Maria Sarraf. Directions in Development; ISBN: 978-0-8213-8318-6; SKU: 18318



Edité par : Fondation Heinrich Böll
Afrique du Nord - RABAT
Auteur : Dr. El Mostafa Jamea
Imprimerie et design : Grapho pub (Novembre 2017)



HEINRICH BÖLL STIFTUNG
AFRIQUE DU NORD RABAT
شمال إفريقيا الرباط

S'engager est la seule manière
de rester en contact avec la réalité